

«La perte de biodiversité a pu être endiguée chez les plantes cultivées»

Entretien avec Gert Kleijer, agronome et fondateur de la Commission suisse pour la conservation des plantes cultivées (CPC) et responsable de la banque des gènes à l'Agrroscope Changins-Wädenswil (ACW), et Beate Schierscher, agronome et directrice de la CPC depuis 1996

HOTSPOT: M. Kleijer, vous avez créé en 1991 la Commission suisse pour la conservation des plantes cultivées (CPC). Quelles en étaient les motivations?

Kleijer: Les plantes cultivées sont ma passion... d'ailleurs aussi chez moi dans mon jardin. J'ai notamment un faible pour les tomates: j'en plante chaque année plus de dix variétés. Je travaille pour la banque des gènes de Changins depuis 1980 déjà. Lorsque j'ai repris la responsabilité de la coopération internationale avec d'autres banques de gènes européennes en 1990, j'ai constaté qu'il n'y avait même pas d'échange systématique entre les organisations de conservation privées sur le plan national. J'ai donc décidé de réunir autour d'une table tous les acteurs concernés par la conservation des ressources génétiques. Pas moins de 25 organisations ont pris part à une première réunion à Changins. C'était encourageant! La proposition de coordonner les travaux à l'avenir a reçu un accueil très positif. Et trois groupes de travail ont été mis sur pied immédiatement: un pour les plantes cultivées, un pour les arbres fruitiers et un pour les plantes sauvages, lequel a donné naissance la même année à la Commission suisse pour la conservation des plantes sauvages (CPS).

Y a-t-il eu une aide du côté de l'État?

Kleijer: Lorsque la CPC a été officiellement créée à Berne, le directeur de l'Office fédéral de l'agriculture était même présent. À vrai dire, le soutien financier était minime au départ. La situation n'était pas très satisfaisante, mais elle a changé d'un coup en juin 1996, lorsque le Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durables des ressources phytogénétiques a été adopté à Leipzig par 150 pays, dont la Suisse, à l'occasion de la 4ème Conférence technique internationale sur les ressources phytogénétiques. Un Plan

d'action national a été élaboré sur la base du Plan d'action mondial, permettant de soutenir et de financer à partir de 1999 des projets spécifiques axés sur la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques. Comme le travail de coordination a encore gagné en importance, l'OFAG s'est déclaré prêt à financer le bureau de la CPC. Il y avait une véritable ambiance de grand départ.

Mme Schierscher, vous avez repris le bureau en 1996. Quel était votre rapport avec les plantes cultivées?

Schierscher: Je suis fille de paysans. Dans notre ferme au Liechtenstein poussaient de nombreuses variétés anciennes de fruits. Aujourd'hui, je vis avec ma famille non loin de Nyon, également dans une ancienne petite ferme. Tout comme Gert Kleijer, nous nous fournissons nous-mêmes en légumes. Et bien entendu, la diversité de nos variétés est très grande. Mais la récolte est destinée à notre alimentation et non à un dépôt dans une banque de gènes. Je fais volontiers visiter mon petit «jardin conservatoire».

Comment avez-vous vécu les premières années au bureau?

Schierscher: Avec le PAN, des contributions publiques ont financé pour la première fois la conservation des ressources génétiques. Auparavant, les organisations privées devaient financer le travail de conservation à partir d'autres sources. La nécessité d'un organe de coordination se faisait cruellement sentir. S'il n'y avait pas eu la CPC, il aurait fallu l'inventer en 1996. La CPC avait été fondée en 1991 en tant qu'organisation faîtière, selon le principe du bottom-up, ce qui a permis d'instaurer un climat de confiance sans lequel nous ne serions pas là aujourd'hui. Il a quand même fallu s'asseoir à une même table, répartir le

travail, élaborer des méthodes et concevoir des fiches techniques. Le pourcentage d'emploi a augmenté avec le volume de travail: de 40% en 1998 à 230% aujourd'hui.

Quel rôle a joué le sommet de Rio au niveau de la conservation des plantes cultivées?

Schierscher: La Convention sur la biodiversité ne porte pas directement sur les plantes cultivées. Mais elle a créé la base légale du Plan d'action mondial de la FAO et ainsi du Plan d'action national de la Suisse.

Quels ont été les acquis et les échecs depuis 1991?

Kleijer: Les grands objectifs de la CPC ont été atteints. Bien sûr, on peut toujours faire mieux, comme par exemple découvrir la toute dernière variété au fin fond d'une vallée. Mais je suis très satisfait du travail de conservation. Environ 20 000 variétés peuvent être aujourd'hui considérées comme sauvegardées. L'importance économique, écologique et culturelle de ce patrimoine ne peut être que sous-estimée. Un simple exemple à ce sujet: le plus ancien spécimen de notre banque de gènes date de 1900. Il s'agit d'une variété de blé, le «Rouge de Gruyère», spécialement cultivée en raison de la paille avec laquelle les femmes fabriquaient de la vannerie. Lorsque la tradition a disparu au début du XXe siècle, cette variété a aussi disparu. Et lorsqu'il a fallu renouer avec la tradition, nous avons pu fournir les semences. Aujourd'hui, cette variété de blé est à nouveau cultivée sur plusieurs hectares. C'est donc un exemple fascinant de l'importance du travail de conservation.

Schierscher: Jusqu'à présent, l'inventaire, la sauvegarde et la description de la diversité des variétés étaient prioritaires. La conserva-

tion du matériel collecté et sa description sont une tâche permanente. Il s'agira désormais de promouvoir davantage l'utilisation durable.

Quel est l'intérêt de la société et de l'économie pour les plantes cultivées anciennes?

Kleijer: L'intérêt est considérable! Nous recevons beaucoup de demandes de variétés anciennes. À titre d'exemple, je citerai celle d'une habitante d'un petit village valaisan. Elle m'a demandé une variété cultivée chez eux autrefois. Nous avons cherché dans notre banque de données et découvert une variété de blé autrefois récoltée dans le village de cette femme. C'était apparemment la variété qu'elle recherchait. Aujourd'hui, elle y est à nouveau cultivée. Ils ont même un moulin spécial qui en fait de la farine. Ces exemples de variétés recultivées sont de plus en plus fréquents... et très motivants! Malheureusement, l'exploitation de cette diversité est trop souvent laissée au hasard.

Comment la biodiversité a-t-elle évolué en Suisse depuis 1900 au niveau des plantes cultivées?

Kleijer: Tout dépend du groupe d'espèces considéré. En ce qui concerne les céréales, les plus grandes disparitions ont eu lieu dans les années 1930 et 1940. Heureusement, beaucoup de variétés ont été intégrées dans les collections à cette époque, même si elles n'ont conservé que le matériel jugé potentiellement intéressant pour la sélection. Dans les années 1950, seule une poignée de variétés étaient cultivées, et aujourd'hui on en dénombre quand même 25 à 30. Du côté des légumes, les grandes pertes ont eu lieu dans les années 1980 avec l'apparition des variétés hybrides. Nous avons essayé à l'époque de stocker le plus grand nombre possible de variétés. Dans l'ensemble, nous ne perdons pratiquement plus de variétés aujourd'hui et la perte de biodiversité a pu être endiguée chez les plantes cultivées.

Schierscher: Bien entendu, le matériel qui attend et qui pousse dans les banques de gènes et les collections n'est pas ce que l'agriculture utilise en réalité. Nous devons nous demander quelle diversité nous souhaitons dans les cultures et dans quelle mesure nous voulons renverser la tendance. Je pense que, sur les 20 000 variétés collectées, seule une fraction minime sera effectivement recultivée, souvent sans doute comme produit niche à valeur ajoutée élevée, sur les marchés locaux ou dans les jardins privés. La culture doit aussi être justifiée sur le plan économique.

Kleijer: Je le pense aussi. Bon nombre de variétés anciennes de céréales ne sont plus utilisables avec les techniques de culture et de récolte actuelles. Et même la Coop n'intégrera pas dans son assortiment plus d'une poignée de variétés de légumes. Ce qui intéresse un grand distributeur, c'est la diversité des couleurs et des formes, c'est-à-dire des caractéristiques qui distinguent de variétés conventionnelles. Mais s'il a déjà une carotte blanche, une rouge et une orange dans son assortiment, peu lui importe que nous signalions l'existence de cinq autres variétés de carottes jaunes. Cela ne veut pas dire que nous devrions nous débarrasser des variétés qui ne sont pas immédiatement commercialisables! Ce sont tous des

logique que nous nous activions aussi sur le plan européen. Dans le reste de l'Europe, la coopération entre les différentes organisations et avec les services publics demeure médiocre. La mise en place d'un réseau international constitue un grand défi. En Suisse, nous détenons de nombreuses variétés étrangères. Il y a quelques années, nous avons reçu une demande de variétés anciennes de céréale du val d'Aoste. Nous les avons trouvées dans notre collection. Nous avons pu fournir des variétés locales anciennes, disparues depuis longtemps du val d'Aoste et aujourd'hui recultivées grâce à nos semences. Cet exemple montre aussi que cela vaut la peine de conserver un maximum de variétés et de bien les documenter. ■



Foto Carole Parodi ACW

partenaires de croisement potentiels aux gènes intéressants. Actuellement, nous étudions avec d'autres groupes de chercheurs des variétés locales de céréales sur le plan de leur résistance aux maladies. Nous avons notamment découvert des variétés très intéressantes d'épeautre et d'orge. Certaines d'entre elles seront intégrées dans un programme de sélection.

Quels sont les défis de demain?

Kleijer: En Suisse, nous savons désormais ce que nous avons, et une bonne partie peut être considérée comme sauvegardée. Il est donc

Les questions étaient posées par Gregor Klaus.